

Aéroport de Sion : de 35 000 à 115 000 passagers par an, le canton présente sa vision

Le canton présente son avant-projet pour la reprise de l'aéroport de Sion. Dans le scénario le plus optimiste, le nombre de passagers serait triplé. Les opposants réagissent déjà.



Selon une étude, 35 000 passagers utilisent annuellement l'aéroport de Sion.
Sacha Bittel

Financé par de l'argent public, l'aéroport de Sion est clivant. Offre à haute valeur ajoutée pour l'économie valaisanne ou nuisance écologique et sonore, les deux camps sont aux antipodes.

Il veut donc éviter la polémique et Christophe Darbellay précise d'entrée : «L'aéroport est un sujet hautement émotionnel qui a ses pourfendeurs et ses aficionados.» En compagnie de la ville de Sion, dont l'infrastructure dépend actuellement, le président du Conseil d'Etat a convié la presse pour en présenter la vision stratégique.

L'aéroport est un écosystème complexe qui réalise des missions importantes pour l'économie et la sécurité du canton.

PHILIPPE VARONE, PRÉSIDENT DE SION

Un avant-projet est mis en consultation. Il prévoit la création d'une société possédée en majorité par les collectivités publiques. Le canton en détiendrait 34%, la ville de Sion 10% et les autres communes valaisannes 20%.

75 millions pour l'économie valaisanne

Depuis le désengagement de l'armée, en 2018, le canton souhaite exploiter l'aéroport et en faire un outil de développement économique et touristique. Christophe Darbellay souligne l'importance actuelle du site qui génère 75 millions de retombées économiques selon une récente étude de la HES-SO : «Il y a des nuisances, mais aussi toutes sortes d'activités qui sont d'intérêt public, comme le sauvetage, les travaux en montagne ou la lutte contre les dégâts naturels.» Président de Sion, Philippe Varone ajoute : «L'aéroport est un écosystème complexe avec beaucoup de compétences qui réalise des missions importantes pour l'économie et la sécurité du canton.»

L'aéroport de Sion ne sera pas une base pour l'aviation low cost. Nous visons un développement qualitatif.

CHRISTOPHE DARBELLAY, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT

Pour pérenniser l'infrastructure et la rendre rentable, l'avant-projet mise sur un développement «durable et mesuré». «L'aéroport de Sion ne sera jamais ceux de Francfort, Genève ou Bâle. Il ne sera pas une base pour l'aviation low cost. Nous visons un développement qualitatif», explique le conseiller d'Etat.

Et selon une étude, le potentiel est là. De 35 000 passagers aujourd'hui, pour un nombre de mouvements équivalent, l'aéroport pourrait en accueillir 115 000 selon le scénario le plus optimiste. Le seuil de rentabilité est estimé à 71 000 utilisateurs. Pour assumer son caractère «durable», le projet vise avant tout des avions mieux remplis. Le scénario «haut» correspond à trois avions de cent places tous les jours du jeudi au dimanche.

Toutes les grandes capitales misent aujourd'hui sur le train pour attirer des touristes.

CÉLINE DESSIMOZ, CHEFFE DES VERTS AU GRAND CONSEIL

Dans la situation actuelle, le canton et la ville prennent en charge le déficit et les investissements à hauteur de 1,5 million chacun en moyenne annuelle. La nouvelle formule prévoit une indemnisation par le canton à 100%, mais une contribution serait demandée à hauteur de 10% à Sion et de 20% aux autres communes. Ces frais ne concerneraient que les activités d'intérêt public. Pour les investissements, le canton prévoit des cautionnements ou des subventions.

«Projet anachronique»

Dès son annonce, le projet fait réagir. «Il est bien vendu avec les mots clés habituels: tourisme, innovation, durabilité», critique Céline Dessimoz. La cheffe des Verts au Grand Conseil précise: «Ce projet est pourtant contraire au bon sens et anachronique. Toutes les grandes capitales misent aujourd'hui sur le train pour attirer des touristes et le Valais, qui se vend comme destination de nature, veut multiplier par trois le système de transport qui provoque le plus de nuisances et émet le plus de CO₂.»

Députée socialiste, Marie-Josée Reuse ajoute: «Les finances de l'Etat vont mal, tous les secteurs devront à l'avenir se serrer la ceinture et nous demandons aux collectivités publiques de dépenser 15 millions pour une structure qui sert essentiellement à Zermatt, Verbier ou Crans-Montana. Le tourisme valaisan est essentiellement de proximité et n'a pas besoin de cette infrastructure.»

La consultation court jusqu'au 11 mars.